



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 2573

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Mignon, pour le groupe RPR.

M. Jean-Claude Mignon. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur et, ne vous en déplaise, mesdames et messieurs de la majorité, je la pose au nom des trois groupes de l'opposition.

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Monsieur le ministre, aujourd'hui, la sécurité, ou l'insécurité, est certainement la préoccupation majeure de nos concitoyens. On en a déjà beaucoup parlé et vous avez tenté plusieurs fois de nous répondre.

Malheureusement, vos réponses ne nous satisfont pas et cela d'autant moins que l'on constate que, désormais, les médecins eux-mêmes sont agressés.

Il y a un peu plus d'un an, à Vénissieux, un médecin généraliste s'est fait agresser dans son propre cabinet. Il y a quelques semaines, à Evreux, un médecin a reçu des pavés sur son véhicule. De plus en plus, dans les SAMU, nous avons beaucoup de mal à trouver des médecins qui acceptent de se rendre dans des quartiers dits sensibles pour assumer tout simplement leur devoir. Il y a donc une inégalité des soins.

Nous voudrions savoir, comme tous les Français et les Françaises, ce que vous avez enfin décidé de faire.

Vous allez nous parler de polices de proximité, de contrats locaux de sécurité, toutes mesures qui, manifestement, ne fonctionnent pas, ou en tout cas pas comme nous le souhaiterions.

Monsieur le ministre, nous souhaiterions avoir de votre part des précisions. Peut-être faudrait-il que vous vous inspiriez de ce qui se fait dans d'autres pays, comme l'Angleterre, qui ont le courage de prendre un certain nombre de mesures pour régler ce type de problème qui n'existe plus chez eux mais qui ne fait que s'amplifier en France.

Dites-nous clairement ce que vous comptez faire pour régler le problème de l'insécurité...

M. Charles Cova. Il faut rouvrir les maisons de correction ! Il n'y a que ça !

M. Jean-Claude Mignon. ... non seulement dans les quartiers sensibles, mais aussi dans un très grand nombre de villes de France ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, c'est toujours un plaisir que d'avoir toujours à répondre aux mêmes questions (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants)...

M. Jean-Pierre Soisson. Ah ! Bravo !

M. le ministre de l'intérieur. ... portant sur un sujet majeur, qui est l'une des deux priorités du Gouvernement. Ce faisant, on fait oeuvre de pédagogie.

Tous les gouvernements sont confrontés au problème: la délinquance est partout, et pas seulement dans notre pays. Il faut trouver des solutions.

La police et la gendarmerie sont des éléments essentiels de la lutte contre l'insécurité, mais ils ne sont pas les seuls. En effet, pour lutter contre l'insécurité, il faut savoir prévenir, dissuader par la présence des forces de police, réprimer, et il faut aussi que la société elle-même soit capable d'apporter des réponses. Il ne s'agit donc

pas d'un problème de policiers et de gendarmes.

Les policiers et les gendarmes exercent un métier difficile, comme l'ont cruellement rappelé des drames récents sur lesquels il n'est pas besoin d'insister. Cependant, il est toujours heureux de constater que la police et la gendarmerie accomplissent un travail d'investigation qui permet d'aboutir à l'arrestation de tel ou tel criminel recherché.

M. Christian Jacob. Ce n'est pas la question !

M. Jean-Michel Ferrand. Quel aveu d'impuissance !

M. le ministre de l'intérieur. J'en viens, monsieur Mignon, à la question que vous m'avez posée. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Je ne crois pas que vous suggériez de placer un policier auprès de chaque médecin; car je suis persuadé que vous avez le sens de la mesure et que vous voulez éviter une situation ridicule.

M. Eric Doligé. Votre réponse est aussi nulle qu'elle est triste !

M. le ministre de l'intérieur. Néanmoins, je veux redire ici, parce que cela mérite d'être répété, qu'aujourd'hui nos effectifs de police ne sont pas à la hauteur de ce que nous devrions avoir...

Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. Quel aveu !

M. le ministre de l'intérieur. ... si vous aviez, mesdames, messieurs, quand vous étiez aux responsabilités, notamment prévu de remplacer les policiers partant à la retraite, mais vous ne l'avez pas fait.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations et huées sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Et ce que vous n'avez pas fait, nous sommes obligés de le faire ! Il faudra donc attendre encore un certain temps pour parvenir à un nombre de policiers suffisant. Sans attendre, nous en avons recruté en surnombre pour les mettre à l'école, puis sur le terrain. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Claquements de pupitres.)

Oui, et cela vous gêne, semble-t-il, la police de proximité sera généralisée, (Mêmes mouvements)...

M. le président. Mes chers collègues, un peu de silence, s'il vous plaît !

M. le ministre de l'intérieur. ... parce qu'en ce qui nous concerne, l'insécurité, nous voulons la traiter alors que vous voulez simplement l'exploiter ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations et huées sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. Merci de revenir à plus de calme, chers collègues !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Mignon](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (1^{re} circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2573

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 janvier 2001, page 476

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 janvier 2001